

*Sous-section 5 : De l'Atelier Central de Réparation Automobile*

**Article 13 :** Les attributions et l'organisation de l'Atelier Central de Réparation Automobile visée à l'article 7 ci-dessus sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

*Sous-section 6 : Du Prytanée Militaire*

**Article 14 :** Les attributions et l'organisation du Prytanée Militaire visé à l'article 7 ci-dessus sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

*Sous-section 7 : De l'Ecole d'Etat-Major de Libreville*

**Article 15 :** Les attributions et l'organisation de l'Ecole d'Etat-Major de Libreville visée à l'article 7 ci-dessus sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

*Sous-section 8 : De la Garde d'Honneur*

**Article 16 :** Les attributions et l'organisation de la Garde d'Honneur visée à l'article 7 ci-dessus sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

*Section 4 : Des Directions Générales*

**Article 17 :** Les attributions et l'organisation des Directions Générales sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Le Secrétaire Général coordonne l'activité des Directions Générales rattachées au Ministère.

*Section 5 : Des Etablissements et Organismes sous-tutelle*

**Article 18 :** Le Ministère exerce, dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur, la tutelle sur les établissements et les organismes créés ou à créer dans les domaines de sa compétence.

**Chapitre III : Des dispositions diverses et finales**

**Article 19 :** Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 20 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°000848/PR/MDNACSP du 2 août 1989 susvisé, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 28 février 2013

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement  
Raymond NDONG SIMA

Le Ministre de la Défense Nationale  
Pacôme Rufin ONDZOUNGA

Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique  
Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

**MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ARTISANAT ET DU COMMERCE**

*Décret n°0331/PR/MPMEAC du 28 février 2013 portant attributions et organisation du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Commerce*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°0140/PR du 27 février 2012 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°0141/PR du 28 février 2012 portant nomination des membres du Gouvernement de la République ;

Vu la loi n°020/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu la loi n°001/2005 du 4 février 2005 portant Statut Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°14/2005 du 8 août 2005 portant Code de Déontologie de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°3/94 du 21 novembre 1994 portant Code du Travail de la République Gabonaise, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°8/91 du 26 septembre 1991 portant Statut Général des fonctionnaires, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°3/88 du 31 juillet 1990 fixant les conditions générales d'emploi des agents contractuels de l'Etat, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°12/82 du 24 janvier 1983 portant organisation de la tutelle de l'Etat sur les établissements publics, les sociétés d'Etat, les sociétés d'économie mixte et les sociétés à participation financière publique ;

Vu la loi n°016/2005 du 20 septembre 2006 portant promotion des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries ;

Vu le décret n°0427/PR du 13 juin 2008 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Affaires Financières à la Présidence de la République, à la Primature et dans les ministères, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°00378/PR/MFPRAME du 26 mai 2000 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des inspections générales des services des ministères ;

Vu le décret n°0000471/PR/MFPRA/MFBP du 19 mars 1993 fixant les régimes des rémunérations servies aux personnels civils de l'Etat et portant reclassement ;

Vu le décret n°0589/PR/MFPRA/MFEBP-CP du 11 juin 1997 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de fonction allouée pour l'exercice de certains emplois civils de l'Etat, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°1325/PR/MFPRAME du 2 octobre 1991 portant attributions de la fonction de Secrétaire Général de Ministère, ensemble les textes modificatifs subséquents ;



Vu le décret n°0025/PR/MBCPFP du 16 janvier 2013 portant création, attributions et organisation d'une Direction Centrale des Ressources Humaines dans les ministères ;

Vu le décret n°0028/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création, attributions et organisation d'une Direction Centrale des Systèmes d'Information dans les ministères ;

Vu le décret n°0018/PR/MJDSHHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Statistiques et des Etudes dans les ministères ;

Vu le décret n°0027/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création, attributions et organisation d'une Direction Centrale de la Communication dans les ministères ;

Vu le décret n°0029 /PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Affaires Juridiques dans les ministères ;

Vu le décret n°0017PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Archives et de la Documentation dans les ministères ;

Vu le décret n°1574/PR/MICOCO du 19 septembre 1985 portant attributions et organisation du Ministère du Commerce et de la Consommation ;

Vu le décret n°01100/PR/MPMEA du 25 septembre 2011 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat ;

Vu le décret n°1404/PR/MPMEA du 6 décembre 2011 portant attributions et organisation de la Direction Générale de l'Economie Sociale ;

Vu le décret n°1405/PR/MPMEA du 6 décembre 2011 portant attributions et organisation de la Direction Générale de l'Artisanat ;

Vu le décret n°01379/PR/MINECOFIN du 29 octobre 1982 portant création de la fonction de Chargé d'Etudes et fixant les conditions d'accès à cette fonction ;

Le Conseil d'Etat consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

## DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup> :** Le présent décret, porte attributions et organisation du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Commerce, ci-après désigné « le Ministère ».

### Chapitre 1<sup>er</sup> : Des attributions

**Article 2 :** Le Ministère est chargé, en concertation avec les autres administrations concernées, de la conception et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de petites et moyennes entreprises, d'artisanat, de commerce, d'économie sociale et de lutte contre la pauvreté.

### Chapitre II : De l'organisation

**Article 3 :** Le Ministère comprend :

- le Cabinet du Ministre et les services rattachés ;
- l'Inspection Générale des Services ;
- le Secrétariat Général ;
- les Directions Générales ;
- les Etablissements et Organismes sous-tutelle.

### Section 1 : Du Cabinet du Ministre et des services rattachés

**Article 4 :** Les attributions et l'organisation du Cabinet du Ministre sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Est notamment rattachée au Cabinet du Ministre la Direction Centrale des Affaires Financières dont les attributions et l'organisation sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

### Section 2 : De l'Inspection Générale des Services

**Article 5 :** Les attributions et l'organisation de l'Inspection Générale des Services sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

### Section 3 : Du Secrétariat Général

**Article 6 :** Les attributions du Secrétariat Général sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

**Article 7 :** Le Secrétariat Général comprend :

- la Direction Centrale des Ressources Humaines ;
- la Direction Centrale de la Communication ;
- la Direction Centrale des Archives et de la Documentation ;
- la Direction Centrale des Systèmes d'Information ;
- la Direction Centrale des Affaires Juridiques ;
- la Direction Centrale de la Statistique et des Etudes ;
- le Service Central du Courrier.

### Sous-section 1 : Des Directions Centrales

**Article 8 :** Les attributions et l'organisation des Directions Centrales visées à l'article 7 ci-dessus sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

### Sous-section 2 : Du Service Central du Courrier

**Article 9 :** Le Service Central du Courrier est notamment chargé de gérer le courrier arrivée et départ.

**Article 10 :** Le Service Central du Courrier est placé sous l'autorité d'un Chef de Service nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Commerce, parmi les agents publics permanents de première ou deuxième catégorie justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans.

### Section 4 : Des Directions Générales

**Article 11 :** Les attributions et l'organisation des Directions Générales sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Le Secrétaire Général coordonne l'activité des Directions Générales rattachées au Ministère.

### Section 5 : Des Etablissements et Organismes sous-tutelle

**Article 12 :** Le Ministère exerce la tutelle sur les établissements et organismes créés ou à créer dans les domaines de sa compétence.



## Chapitre III : Des dispositions diverses et finales

**Article 13 :** Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 14 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°01100/PR/MPMEA du 25 septembre 2011 susvisé, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 28 février 2013

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*  
Raymond NDONG SIMA

*Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Commerce*  
Professeur Fidèle MENGUE M'ENGOUANG

*Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable*  
Luc OYOUBI

*Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique*  
Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

# MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

*Décret n°0332/PR/MEEDD du 28 février 2013 portant attributions et organisation du Ministère de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°0140/PR du 27 février 2012 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°0141/PR du 28 février 2012 portant nomination des membres du Gouvernement de la République ;

Vu la loi n°020/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu la loi n°001/2005 du 4 février 2005 portant Statut Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°14/2005 du 8 août 2005 portant Code de Déontologie de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°3/94 du 21 novembre 1994 portant Code du Travail de la République Gabonaise, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°8/91 du 26 septembre 1991 portant Statut Général des fonctionnaires, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°3/88 du 31 juillet 1990 fixant les conditions générales d'emploi des agents contractuels de l'Etat ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°12/82 du 24 janvier 1983 portant organisation de la tutelle de l'Etat sur les établissements publics, les sociétés d'Etat, les sociétés d'économie mixte et les sociétés à participation financière publique ;

Vu le décret n°0427/PR du 13 juin 2008 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Affaires Financières à la Présidence de la République, à la Primature et dans les ministères, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°00378/PR/MFPFRAME du 26 mars 2000 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des inspections générales des services des Ministères ;

Vu le décret n°000471/PR/MFPRA/MFBP du 19 mars 1993 fixant les régimes des rémunérations servies aux personnels civils de l'Etat et portant reclassement ;

Vu le décret n°0589/PR/MFPRA/MFEBP-CP du 11 juin 1997 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de fonction allouée pour l'exercice de certains emplois civils de l'Etat, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°1325/PR/MFPFRAME du 2 octobre 1991 portant création et attributions de la fonction de Secrétaire Général de Ministère, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°0025/PR/MBCPFP du 16 janvier 2013 portant création, attributions et organisation d'une Direction Centrale des Ressources Humaines dans les ministères ;

Vu le décret n°0028/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création, attributions et organisation d'une Direction Centrale des Systèmes d'Information dans les ministères ;

Vu le décret n°0018/PR/MJDSHHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Statistiques et des Etudes dans les ministères ;

Vu le décret n°0027/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création, attributions et organisation d'une Direction Centrale de la Communication dans les ministères ;

Vu le décret n°0029/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Affaires Juridiques dans les ministères ;

Vu le décret n°0017PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Archives et de la Documentation dans les ministères ;

Vu le décret n°01379/PR/MINECOFIN du 29 octobre 1982 portant création de la fonction de Chargé d'Etudes et fixant les conditions d'accès à cette fonction ;

Vu le décret n°1574/PR/MICOCO du 19 septembre 1985 portant attributions et organisation du Ministère du Commerce et de la Consommation ;

Vu le décret n°0917/PR/MECIT du 29 décembre 2010 portant attributions et organisation du Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme ;

Le Conseil d'Etat consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

## DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup> :** Le présent décret, porte attributions et organisation du Ministère de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable, ci-après désigné « le Ministère ».